



6

Investissements sectoriels pour soutenir les travailleurs et les entreprises clés

Principaux constats



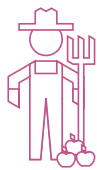
Credit: © Ground Picture



Les investissements dans les infrastructures physiques et sociales des secteurs clés sont judicieux, car ils créent des millions d'emplois. Ils évitent des coûts encore plus élevés pour réparer les dommages sociaux et économiques.



Dans les secteurs de la santé et des soins, les investissements doivent répondre aux insuffisances en matière de soins et de dépenses de santé, ainsi qu'aux pénuries de main-d'œuvre.



La volatilité des revenus des travailleurs agricoles peut être pondérée par des prix minimaux garantis et des systèmes d'assurance.



Les microentreprises et les petites entreprises peuvent devenir plus résilientes et plus productives grâce à un soutien à la transition vers le secteur formel et à un meilleur accès au crédit.

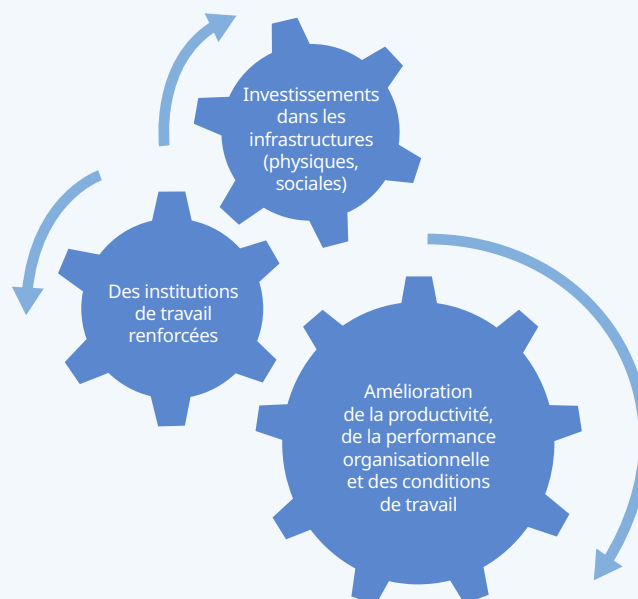
Les agriculteurs, les travailleurs de la santé, les camionneurs, les gens de mer et les nombreux autres travailleurs clés qui continuent à fournir les biens et services clés en temps de crise ne peuvent pas accomplir efficacement leur travail si les infrastructures physiques et sociales des secteurs dans lesquels ils travaillent sont inexistantes ou inadéquates. Les investissements dans les infrastructures physiques et sociales des secteurs clés sont une condition nécessaire à l'amélioration des conditions de travail, car les établissements, qu'ils soient publics ou privés, auront du mal à fonctionner si l'environnement n'est pas favorable. Cela dit, les investissements dans les infrastructures n'ont pas pour résultat automatique d'améliorer les conditions de travail et ils doivent s'accompagner d'un renforcement des institutions du travail, comme l'indique la figure 6.1. Ensemble, ces conditions favorables jettent les bases de l'amélioration de la productivité, de la performance organisationnelle et des conditions de travail, ainsi que de la création d'économies et de sociétés résilientes, capables de résister, de s'adapter et de se transformer face aux chocs et aux crises.

Outre les investissements nécessaires dans les secteurs clés, y compris les politiques de soutien aux entreprises clés, une approche plus proactive de la gestion des catastrophes s'impose. La pandémie de COVID-19 a montré les bienfaits de vastes processus participatifs de consultation et de dialogue social dans l'élaboration de solutions pragmatiques pour gérer les effets de la crise¹ (par exemple les accords tripartites négociés au Kenya pour atténuer les retombées de la pandémie², en plus des nombreux accords bipartites)³.

Bien que la résilience sociétale et économique nécessite des investissements dans tous les secteurs clés, ce chapitre se concentre sur les systèmes de santé et les systèmes alimentaires, car ils étaient au cœur de l'action face à la pandémie et sont essentiels dans toute crise. Les pandémies passées et actuelles soulignent l'importance des soins de santé et la nécessité de trouver des solutions collectives pour garantir un accès universel à des soins de qualité et abordables. Une grande partie du travail clé se fait dans l'agriculture, qui reste la principale source d'emplois et de moyens de subsistance dans de nombreux pays à faible revenu. Pourtant, en 2021, près de 200 millions de personnes dans 53 pays ont souffert d'une insécurité alimentaire grave⁴. La vulnérabilité des chaînes d'approvisionnement alimentaire accentuée par la pandémie de COVID-19 s'est aggravée en 2022 en raison de la guerre en Ukraine et de l'instabilité météorologique. Compte tenu des menaces environnementales latentes, des investissements propres à garantir la sécurité alimentaire sont nécessaires.

La plupart des biens et services clés sont fournis par le secteur privé. Pourtant, dans la plupart des pays en développement, les entreprises opèrent de manière informelle, sans les infrastructures et les ressources nécessaires pour se développer et prospérer. Les entreprises ont besoin d'investissements ainsi que d'un environnement favorable qui offre des perspectives et soutienne la croissance. Étant donné que de nombreux travailleurs clés travaillent pour des

► **Figure 6.1. Améliorer la résilience grâce à des investissements sectoriels et à des institutions de travail renforcées**



entreprises privées ou sont des travailleurs ou des employeurs à leur compte dans le secteur privé, l'investissement dans des entreprises durables permet d'améliorer les conditions de travail.

Étant donné que les vulnérabilités aux chocs tels que la pandémie de COVID-19 dépendent des conditions physiques, sociales, économiques et environnementales, une étape nécessaire pour renforcer la résilience consiste à identifier les faiblesses potentielles et les domaines susceptibles d'être améliorés. C'est pourquoi ce chapitre présente d'abord les principales lacunes systémiques auxquelles sont confrontés les systèmes de santé et les systèmes alimentaires ainsi que les entreprises clés. Il examine ensuite les politiques et les investissements qui s'imposent pour garantir des soins de santé et une sécurité alimentaire abordables et accessibles, ainsi que les politiques nécessaires à la création d'un environnement favorable aux entreprises durables. Il montre que les bénéfices de ces investissements l'emportent sur les coûts et que ces investissements ne sont pas seulement essentiels pour les travailleurs et les entreprises, mais aussi pour la résilience des sociétés.

6.1. Investir dans des systèmes de santé et de soins de longue durée résilients

Ce dont [...] je n'ai vraiment pas besoin, c'est de gens qui applaudissent... [Ce qui serait bien, c'est de travailler dans] un NHS [National Health Service] financé de manière adéquate, dont le personnel est écouté par le gouvernement. Ce serait bien de voir une rémunération appropriée pour le personnel mal payé qui maintient la cohésion du service, de voir que la valeur des immigrés pour le NHS est appréciée, et d'avoir un service de santé intégré avec un service d'aide sociale qui fonctionne.

Médecin du NHS, Royaume-Uni⁵

L'amélioration des conditions de travail du personnel clé de la santé passe par des investissements dans les systèmes de santé qui permettent de disposer d'effectifs suffisants pour garantir des services de qualité et une protection sociale pour tous, conformément aux normes de l'OIT⁶, ainsi que par le financement d'infrastructures matérielles. Ces investissements nécessaires sont une condition propice à l'amélioration de la qualité de l'emploi des travailleurs clés de la santé, qui, associée au renforcement des institutions du travail, peut déboucher sur un travail décent.

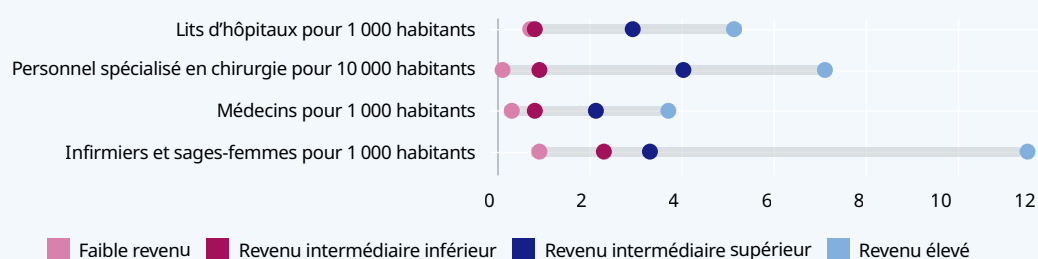
La pandémie de COVID-19 et les épidémies telles que celle d'Ebola en 2014-2016 ont mis en évidence la nécessité de disposer de systèmes de santé plus résilients, y compris de soins de longue durée⁷. Dans de nombreux pays à revenu faible ou intermédiaire, les maladies infectieuses et les crises sanitaires sont aggravées par le manque de ressources et de personnel des systèmes de santé⁸. Pour améliorer l'accès aux soins de santé sans charge excessive pour les bénéficiaires, un engagement en faveur de la protection sociale de la santé pour tous et des investissements corollaires à long terme dans les infrastructures, le personnel de santé et des conditions de travail décentes sont nécessaires pour garantir une préparation nationale et des capacités durables⁹. Celles-ci comprennent la formation, la gestion de l'information sur la santé et la logistique essentielle qui permettent aux systèmes de santé de gérer les services essentiels courants tout comme les urgences sanitaires¹⁰. Les investissements doivent viser à combler les lacunes des systèmes de santé existants et prendre en compte la diversité des établissements de soins: hôpitaux, cliniques et autres centres de soins, tant privés que publics, ainsi que les services fournis au sein de la communauté et à domicile¹¹. Le secteur couvre un éventail de professions, allant des médecins, infirmiers et aides à la personne aux aides-soignants et agents d'entretien, en passant par les administrateurs.

Insuffisance de l'accès à des soins de santé adéquats et des dépenses de santé

Dans le monde, l'accès aux soins de santé est loin d'être universel. Les pays à revenu faible et intermédiaire affichent en particulier de faibles taux de couverture des services, ce qui empêche de larges segments de la population d'accéder à des soins de santé de qualité (voir figure 6.2)¹². Il existe également de nettes disparités au sein des pays, les zones rurales souffrant d'un manque d'accès aux soins dans de nombreuses régions du monde¹³. Pendant la pandémie de COVID-19, des pénuries de longue date de personnel de santé et de fournitures médicales, telles que des médicaments, des ventilateurs et, plus tard, des vaccins, ont entravé la capacité des pays à répondre efficacement aux besoins sanitaires de leurs habitants.

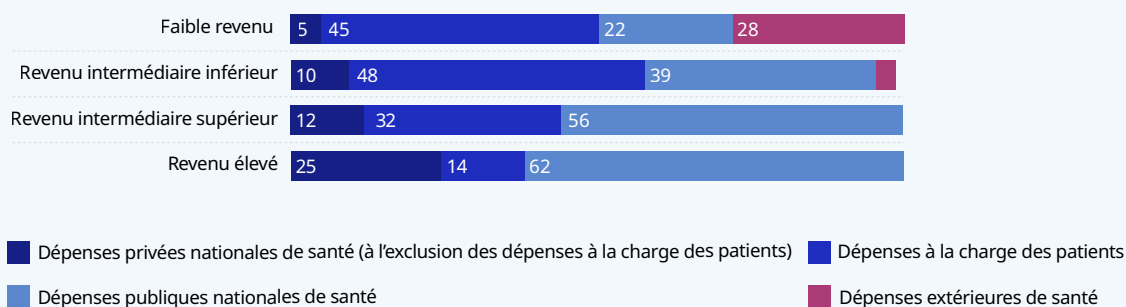
Les systèmes de santé sont structurés différemment selon les pays, ce qui se reflète dans la composition des dépenses de santé. Comme le montre la figure 6.3, plus le revenu d'un pays est élevé, plus la part des dépenses publiques nationales de santé est importante, en moyenne. Cette part dans le total des dépenses de santé va de 22 pour cent dans les pays à faible revenu à 39 pour cent dans les pays à revenu intermédiaire inférieur, 56 pour cent dans les pays à revenu intermédiaire supérieur et 62 pour cent dans les pays à revenu élevé. Le financement public est clairement corrélé à une diminution de la part des dépenses de santé à la charge des patients¹⁴. Dans les pays où les soins de santé abordables et la protection sociale sont limités, la prédominance du secteur privé dans la fourniture de services de santé se traduit par de fortes dépenses à la charge des patients. En Inde, elles sont parmi les plus élevées au monde, représentant jusqu'à 55 pour cent des dépenses totales de santé en 2019¹⁵. Bien que divers programmes d'assistance sociale et d'assurance sociale au niveau fédéral et au niveau des États aient tenté d'alléger ce fardeau, leur impact reste limité en raison de lacunes dans la couverture¹⁶. Parmi les autres pays où la part des dépenses à la charge des patients est particulièrement élevée, citons l'Arménie (85 pour cent), le Bangladesh (73 pour cent) et le Nigéria (71 pour cent)¹⁷.

► **Figure 6.2. Quelques indicateurs relatifs au personnel et aux infrastructures de santé, par groupe de revenus**



Source: OMS, Observatoire mondial de la santé, dernière année disponible.

► **Figure 6.3. Composition des dépenses de santé, par groupe de revenus**



Source: OMS, Global Health Expenditure Database.

Pour que le système de protection sociale de la santé soit efficace, il convient de combler les lacunes en matière de couverture et de protection financière¹⁸. Bien qu'il existe une certaine corrélation entre la part des dépenses publiques et la disponibilité de services de santé abordables, l'augmentation des dépenses publiques de santé ne constitue pas une garantie d'accès aux soins. Des soins universels abordables ou gratuits ne sont possibles que lorsque la couverture sociale en matière de santé est ancrée dans la loi et qu'il existe des droits tangibles accessibles grâce aux investissements dans les soins de santé¹⁹. Les déficits d'accès à des soins de qualité dus à des difficultés financières peuvent entraîner des problèmes de santé ou conduire à l'indigence. La couverture universelle des soins de santé, ainsi que d'autres politiques de protection sociale, telles que les congés de maladie rémunérés et l'assurance-invalidité, sont d'importants amortisseurs de ces risques. Chaque année, les dépenses de santé à la charge des patients poussent quelque 100 millions de personnes sous le seuil de pauvreté²⁰, et beaucoup ne se font pas soigner faute de moyens²¹. Au niveau mondial, en 2017, environ 996 millions de personnes ont dépensé plus de 10 pour cent du revenu annuel total de leur ménage ou de leur budget de consommation en soins de santé, la plupart dans les pays à revenu intermédiaire²².

Pénuries de main-d'œuvre et contraintes de capacité dans les soins de santé et les soins de longue durée

L'insuffisance des investissements dans les soins de santé diminue la capacité des pays à retenir des travailleurs de la santé formés et qualifiés. Selon l'OMS, il existe un déficit important de personnel de santé par rapport aux besoins, qui est souvent aggravé par la fuite des cerveaux. La demande croissante de personnel de santé dans les pays à revenu élevé en raison du vieillissement de la population peut attirer de nombreux travailleurs des pays à revenu faible et intermédiaire cherchant des emplois mieux rémunérés dans le secteur, ce qui pourrait accroître les déficits en personnel dans les pays d'origine et donc détériorer la qualité des services et les conditions de travail de ceux qui restent²³. En 2014, environ 84 pour cent de la population des pays à faible revenu et 55 pour cent de celle des pays à revenu intermédiaire inférieur n'avaient pas accès aux soins de santé en raison d'une pénurie de personnel²⁴.

La pénurie de travailleurs de la santé devrait dépasser les 18 millions d'ici à 2030, et concerner surtout les infirmiers et les sages-femmes²⁵. Au sein de l'OCDE, ce sont les pays dont les systèmes de santé sont fragiles qui enregistrent les pertes relatives les plus importantes de travailleurs de la santé²⁶. La fuite des cerveaux est un problème particulièrement urgent en Afrique de l'Est et dans les Caraïbes, où elle entraîne d'importantes pénuries de personnel²⁷. En Europe de l'Est, des politiques ont été mises en place pour tenter d'augmenter les salaires et d'améliorer les conditions de travail afin d'endiguer l'émigration des travailleurs de la santé vers l'Europe de l'Ouest²⁸.

En Afrique, l'inadéquation des ressources disponibles pour les services de santé est due à l'insuffisance des investissements publics dans la santé, qui compromet la capacité des travailleurs du secteur à remplir leurs fonctions²⁹. De nombreux gouvernements africains ne sont pas en mesure de se conformer à la déclaration d'Abuja de 2000³⁰, par laquelle les chefs d'État des pays de l'Union africaine se sont engagés à allouer au moins 15 pour cent de leur budget annuel à l'amélioration du secteur de la santé. Malheureusement, les services de santé en Afrique continuent de manquer cruellement de ressources, avec une dépendance à l'égard des médicaments et des produits pharmaceutiques importés ainsi qu'un manque d'installations, notamment d'unités de soins intensifs³¹. Le sous-investissement

dans la santé dans de nombreuses économies à revenu faible et intermédiaire est dû, en partie, aux conditions imposées par les institutions financières internationales aux pays emprunteurs³². Depuis les années 1980, les conditions de prêt ont souvent imposé des plafonds aux dépenses publiques, qui ont influencé la composition des dépenses en matière de santé. Par exemple, en 2018, l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) a annoncé son intention d'élaborer un plan sous-régional d'investissement dans le personnel de santé, dans le but de stimuler l'emploi dans le secteur. Cependant, le plan était soumis à des limitations imposées dans le cadre des critères de convergence de l'UEMOA pour la stabilité, la croissance et la solidarité, qui comprenaient des plafonds de dépenses, notamment salariales³³. Il est à noter que ces restrictions, qui étaient en place depuis 2015, ont été levées au début de la pandémie du COVID-19³⁴.

Les problèmes relatifs aux soins de longue durée sont encore plus importants que pour les soins de santé, avec des déficits en matière d'accès, de qualité et de conditions de travail³⁵. Les services de soins de longue durée peuvent être fournis par des prestataires publics ou privés, avec l'aide totale ou partielle de l'État, dans le cadre de

L'insuffisance des investissements dans les soins de santé diminue la capacité des pays à retenir des travailleurs de la santé formés et qualifiés.

régimes contributifs ou non contributifs³⁶. Une autre forme de soutien repose sur des régimes de prise en charge en espèces: les bénéficiaires reçoivent de l'argent qui peut soit servir à payer des soins à domicile ou en institution, soit compenser les services non rémunérés fournis par des membres de la famille³⁷. Seuls 5,6 pour cent de la population mondiale vivent dans des pays où la couverture universelle des soins de longue durée est assurée, avec des écarts importants entre les pays en termes d'infrastructures et de ressources humaines³⁸. Par exemple, en Suède, il y a 23,2 lits en établissements de soins de longue durée pour 10 000 habitants, contre un ratio de 2,2 en Italie et de 0,5 en République dominicaine³⁹. L'offre très limitée de services de soins publics, de bonne qualité et abordables signifie que de nombreuses personnes n'ont d'autre choix que de compter sur des membres de la famille non rémunérés, qui sont pour la plupart des femmes. Cette dépendance à l'égard des membres de la famille limite en conséquence leur participation au marché du travail et la sécurité de leurs revenus. En outre, les services de soins non rémunérés peuvent masquer l'ampleur des besoins dans un pays. Ainsi, la reconnaissance des lacunes pour répondre aux besoins est une première étape nécessaire pour s'affranchir de la dépendance à l'égard des proches non rémunérés⁴⁰.

Les taux élevés d'infection et de mortalité dues au COVID-19 dans les établissements de soins du monde entier ont attiré l'attention sur la qualité et la sécurité du travail de soins et sur les lacunes dans la couverture sociale des travailleurs clés⁴¹. Bien que les pénuries de personnel et le taux élevé de rotation soient des problèmes récurrents dans les services de soins de longue durée, leurs effets néfastes ont été mis en évidence avec la pandémie. En Israël, le nombre de travailleurs formels dans les soins de longue durée à domicile pour 100 personnes âgées de 65 ans et plus était de 7,4 avant la pandémie; en Australie, ce ratio était de 1,1⁴². Avec la pandémie, la pénurie de personnel soignant s'est accentuée dans plusieurs pays. Par exemple, on estime qu'en Australie 200 000 travailleurs à plein temps supplémentaires seront nécessaires d'ici à 2050 en raison du vieillissement de la population, et le déficit de main-d'œuvre s'est creusé plus rapidement que prévu à cause de la pandémie⁴³. De même, au Royaume-Uni, la pénurie de personnel soignant en institution a retardé la sortie de patients âgés pendant la pandémie⁴⁴. Les bas salaires et autres mauvaises conditions de travail, notamment l'irrégularité des horaires, l'instabilité contractuelle, la violence et le harcèlement, sont les principales raisons pour lesquelles les travailleurs du soin quittent de plus en plus leur emploi.

Les problèmes relatifs aux soins de longue durée sont encore plus importants que pour les soins de santé, avec des déficits en matière d'accès, de qualité et de conditions de travail.

Investir dans la santé et les soins de longue durée: une résolution qui donne des résultats

Pour atteindre l'objectif de développement durable (ODD) 3 de «bonne santé et bien-être» et construire des sociétés résilientes, les pays du monde entier doivent augmenter leurs investissements dans la santé et les soins de longue durée en ce qui concerne les infrastructures, le personnel et l'amélioration des conditions de travail. Selon l'OIT, 11 340 milliards de dollars É.-U. supplémentaires (prix de 2015) sont nécessaires pour parvenir à une couverture universelle des services de santé et garantir un minimum de 4,45 travailleurs de la santé pour 1 000 habitants dans les pays en développement d'ici à 2030⁴⁵. Le coût de l'expansion de la main-d'œuvre dans les soins de longue durée, de la réduction de moitié de l'écart de rémunération entre les infirmiers et les aides-soignants et de l'augmentation des salaires des aides-soignants au niveau du salaire minimum légal est estimé à 2 350 milliards de dollars au total⁴⁶. La mise en place de la couverture sanitaire universelle est essentielle pour atteindre ces objectifs, de sorte que des droits tangibles à la protection sociale de la santé puissent se traduire par les investissements nécessaires.

L'OIT estime que l'augmentation des dépenses pour atteindre la cible de l'ODD 3 en matière de santé créera 173 millions d'emplois dans le secteur de la santé et de l'action sociale, ainsi que dans d'autres secteurs grâce aux liens en amont⁴⁷. De même, investir dans la couverture et l'amélioration des services de soins de longue durée pourrait créer jusqu'à 50,9 millions d'emplois d'ici à 2030 à l'échelle mondiale, ce qui est bien supérieur aux 20,9 millions d'emplois qui seraient générés si les niveaux de couverture et les salaires restaient inchangés⁴⁸. Il est possible de gagner 13,9 millions d'emplois supplémentaires dans des secteurs autres que la santé et les soins de longue durée en augmentant les dépenses en matière de soins de longue durée⁴⁹. Étant donné que le travail de soins comporte une importante dimension de genre, ces investissements réduiraient l'écart entre les hommes et les femmes en matière d'emploi d'environ 7,5 points de pourcentage dans toutes les régions⁵⁰, puisque environ 78 pour cent des nouveaux emplois seraient occupés par des femmes⁵¹. En outre, les investissements dans les services de soins peuvent stimuler la participation au marché du travail des personnes, en particulier des femmes, qui, autrement, devraient abandonner

L'amélioration de la protection sociale et des conditions de travail est un moyen de prévenir les pénuries dans les secteurs de la santé et des soins de longue durée.

complètement un emploi rémunéré en raison de leurs responsabilités en matière de soins, ou travailler moins d'heures qu'elles ne le souhaiteraient.

Outre son effet négatif sur les effectifs, le sous-investissement induit également des déficits dans l'éducation et la formation des travailleurs de la santé, et donc dans la qualité des soins⁵². En conséquence, l'investissement dans l'éducation, la formation et les compétences est considéré comme une recommandation essentielle par la Commission de haut niveau des Nations Unies sur l'emploi dans le secteur de la santé et la croissance économique⁵³. Le Canada, les États-Unis et les Pays-Bas, par exemple, ont pris des initiatives visant à renforcer la formation des infirmiers à des compétences spécifiques afin d'augmenter l'offre de prestataires de niveau intermédiaire⁵⁴. Ce type d'orientation stratégique est nécessaire pour répondre à l'évolution des besoins en matière de soins. Les investissements dans la formation et l'éducation peuvent être particulièrement bénéfiques pour les travailleurs clés de la santé, car il existe des possibilités de mobilité ascendante dans ce secteur⁵⁵.

L'amélioration de la protection sociale et des conditions de travail est un autre moyen de prévenir les pénuries dans les secteurs de la santé et des soins de longue durée. De meilleures conditions de travail et des salaires plus élevés augmenteront non seulement l'attrait de ces secteurs, mais stimuleront également la motivation, la

productivité et la qualité des services, et contribueront en fin de compte à retenir le personnel qualifié^{56, 57}. Cela souligne l'importance des conditions de travail pour garantir des soins de santé de qualité, car de mauvaises conditions conduisent à l'abandon du travail, ce qui détériore encore la qualité des soins, mais entraîne également une perte pour la société et les économies, compte tenu de l'éducation et de la formation approfondies suivies par les spécialistes de la santé.

Si ces investissements sont nécessaires dans tous les pays, c'est dans les pays à faible revenu que les déficits de financement sont les plus importants. Pourtant, ne pas combler ces lacunes est encore plus coûteux. Lors de l'épidémie d'Ebola, par exemple, on estime que l'aide internationale totale a largement dépassé le montant qui aurait été nécessaire pour mettre en place des soins de santé universels dans les trois principaux pays touchés⁵⁸. Cela met en évidence le coût engendré par le fait de ne pas donner la priorité à la mise en place d'infrastructures physiques et sociales ainsi que l'avantage économique d'un tel investissement. Malgré les contraintes budgétaires, il existe plusieurs approches pour financer les investissements dans la santé et les soins de longue durée (voir l'encadré 6.1).

Encadré 6.1. Financement des soins de santé et des soins de longue durée

Garantir des investissements publics suffisants pour assurer une couverture universelle de qualité des services de santé et de soins de longue durée nécessitera plusieurs sources de financement, en particulier dans les pays à faible revenu. Néanmoins, il est important de garder à l'esprit qu'une partie des coûts d'investissement peut être récupérée grâce à la croissance économique et à l'emploi générés par ces investissements, qui serviront alors à augmenter les recettes publiques, par le biais des impôts et des cotisations de sécurité sociale, compensant ainsi une partie des coûts.

Les dépenses publiques financées par les cotisations sociales et la fiscalité constituent la principale source de financement. Dans de nombreux pays en développement, les ratios impôts/PIB et cotisations sociales/PIB sont faibles, ce qui limite la capacité des gouvernements à réaliser les investissements nécessaires. La première étape consiste donc à augmenter les recettes publiques en élargissant l'assiette des impôts et des cotisations de sécurité sociale, en améliorant le contrôle de l'application de la législation, en augmentant les taux d'imposition, en réduisant les allègements fiscaux et en prélevant de nouvelles taxes. Cette perspective est difficile dans les pays à faible revenu qui comptent un grand nombre d'entreprises et de travailleurs non enregistrés (informels), mais elle est néanmoins réalisable. La politique fiscale est d'autant plus efficace qu'elle est progressive, car les taxes à la consommation alourdissent la charge pesant sur les pauvres et ont été associées à des effets néfastes sur la santé¹.

Encadré 6.1 (suite)

Pour les pays à faible revenu et très endettés, les dettes accumulées auprès de créanciers officiels tels que les banques multilatérales de développement, les gouvernements donateurs bilatéraux et les banques commerciales internationales peuvent être restructurées de manière permanente, dans un premier temps, afin de pouvoir investir les maigres ressources budgétaires dans les soins de santé. Étant donné qu'en 2019 25 pays à faible revenu consacraient plus d'argent au service de la dette qu'aux dépenses sociales pour l'éducation, la santé et la protection sociale combinées², l'augmentation de l'endettement après la pandémie de COVID-19 signifie que les ressources pour investir dans les services de base sont encore moins importantes. En effet, la dette extérieure des pays en développement, qui était déjà élevée avant la pandémie, a atteint le niveau record de 11 100 milliards de dollars É.-U. en 2021³. Dans les pays à faible revenu, 9,7 pour cent des recettes publiques ont été nécessaires pour faire face aux obligations de la dette publique extérieure, et jusqu'à environ 15 pour cent en Afrique subsaharienne⁴. Cela montre que les fonds publics pour les investissements dans la santé et les soins de longue durée seront encore plus limités dans les années à venir en raison du service de la dette, à moins qu'un allègement nécessaire de la dette ne soit accordé.

Une offre temporaire d'allègement de la dette a été faite au début de la pandémie par le biais de l'Initiative de suspension du service de la dette (ISSD), qui a reporté 13 milliards de dollars É.-U. de paiements de la dette dans 48 pays pour la plupart à faible revenu⁵. La suspension, en vigueur de mai 2020 à décembre 2021, a permis aux pays d'allouer des fonds aux services de base, les emprunteurs s'étant engagés à utiliser les ressources ainsi dégagées pour élargir la protection sociale et financer une hausse des dépenses de santé⁶. Compte tenu du besoin impérieux d'investissements dans les infrastructures physiques et sociales dans les pays à faible revenu, il faut en faire davantage pour que l'allègement de la dette soit permanent.

L'émission et le don de droits de tirage spéciaux (DTS) du Fonds monétaire international constituent un autre moyen de financer les investissements dans les pays à faible revenu. Cette émission de DTS d'une valeur de 650 milliards de dollars É.-U. en août 2021 pourrait permettre à la communauté internationale d'améliorer la marge de manœuvre budgétaire des pays à faible revenu pour financer les investissements nécessaires. La plupart des pays riches n'ont pas besoin de ces liquidités supplémentaires et pourraient faire don de parts de DTS aux pays en développement s'il existait un cadre international cohérent à cet effet⁷.

Enfin, un autre moyen de financer les investissements publics dans la santé et les soins de longue durée consiste à taxer les paradis fiscaux au niveau international. Cette taxation pourrait alimenter un fonds mondial qui serait ensuite redistribué aux pays à faible revenu pour répondre aux besoins d'investissement dans les soins de santé⁸. Le montant des actifs conservés dans les paradis fiscaux et sur des comptes à l'étranger est estimé à plus de 25 000 milliards de dollars É.-U., qui appartiennent à seulement 0,1 pour cent des individus les plus riches⁹. La faculté de déplacer des actifs financiers vers les paradis fiscaux indique que les riches se livrent à une énorme évasion fiscale et que les entreprises et les travailleurs ne disposant pas d'actifs mobiles supportent une charge fiscale disproportionnée. En 2021, il y avait 2 755 milliardaires disposant d'une richesse nette totale de 13 100 milliards de dollars É.-U.; 86 pour cent de ces milliardaires étaient plus riches qu'avant la pandémie, et beaucoup d'entre eux transfèrent leurs revenus dans des paradis fiscaux¹⁰. En augmentant simplement le taux d'imposition de ces personnes de 1 pour cent, 131 milliards de dollars pourraient être collectés pour ces investissements publics dont on a tant besoin.

¹ Reeves *et al.*, 2015.

² UNICEF, 2021.

³ CNUCED, 2022a.

⁴ *Idem.*

⁵ Banque mondiale, 2022.

⁶ *Idem.*

⁷ Samans, 2021.

⁸ Sachs, 2022.

⁹ Henry, 2016.

¹⁰ Dolan, Wang et Peterson-Withorn, 2021.

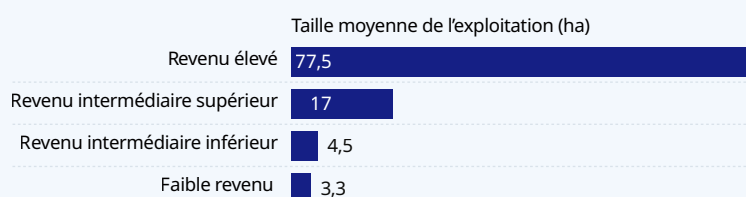
6.2. Investir dans des systèmes alimentaires résilients

Les systèmes alimentaires comprennent un éventail complexe d'activités interdépendantes allant de la production (plantation et récolte) à la transformation, la distribution, la préparation et, enfin, la consommation des aliments⁵⁹. Bien qu'il existe des difficultés tout au long de la chaîne alimentaire et dans tous les pays, les déficits les plus importants en matière de travail décent concernent les travailleurs agricoles dans les pays à faible revenu, qui souffrent de revenus maigres et irréguliers, et manquent généralement de protection du travail et de protection sociale pour surmonter les périodes difficiles. Ainsi, outre le renforcement de ces protections, examiné au chapitre 5, l'amélioration des conditions de travail dans les systèmes alimentaires nécessite des investissements dans les infrastructures physiques et sociales susceptibles de stimuler la productivité, l'accès aux marchés et les revenus. Les travailleurs des systèmes alimentaires sont très sensibles aux fluctuations de revenus, à la fois en raison du caractère saisonnier de la production, synonyme de variabilité des gains, et en raison des chocs sur les prix des denrées alimentaires. Les fluctuations des prix de l'énergie, les catastrophes météorologiques et d'autres crises ont des effets sur les coûts de production ainsi que sur les revenus tirés de la vente des produits de base⁶⁰. D'où l'importance de l'assurance pour réduire la volatilité des prix, stabiliser les revenus et fournir un socle de soutien au revenu.

La production agricole mondiale va des petites exploitations de moins de 1 hectare aux grandes plantations qui peuvent s'étendre sur plus de 1 000 hectares. Comme le montre la figure 6.4, la taille moyenne des exploitations est beaucoup plus importante dans les pays à revenu élevé, environ 77,5 hectares, que dans les pays à faible revenu, où elle est d'environ 3,3 hectares. Bien que cette variation de taille existe dans tous les pays, les unités de production plus grandes (plantations) sont associées à des pratiques agricoles plus industrialisées et généralement à forte intensité de capital. Le type et l'intensité des risques auxquels sont confrontés les petits agriculteurs peuvent être différents de ceux auxquels les grandes exploitations et les plantations font face. Toutefois, le renforcement de la résilience des petits agriculteurs ne nécessite pas de passer à l'échelle supérieure; avec des investissements adéquats et des institutions de soutien, ils peuvent être productifs et bénéficier de conditions de travail décentes. Dans de nombreux systèmes alimentaires, le travail agricole englobe des travailleurs indépendants, des travailleurs familiaux, de petits exploitants – dont certains pratiquent l'agriculture de subsistance – et des salariés qui travaillent dans des petites et moyennes entreprises ainsi que dans de grandes exploitations et plantations industrialisées. Néanmoins, le statut de l'emploi est flou, car de nombreux agriculteurs de subsistance travaillent aussi comme salariés agricoles dans d'autres exploitations ou plantations pendant certaines périodes de l'année pour compléter leurs revenus⁶¹. Parallèlement, les petits exploitants agricoles peuvent embaucher des travailleurs de plantations sans terre comme travailleurs occasionnels sur une base irrégulière et pour une rémunération de base⁶².

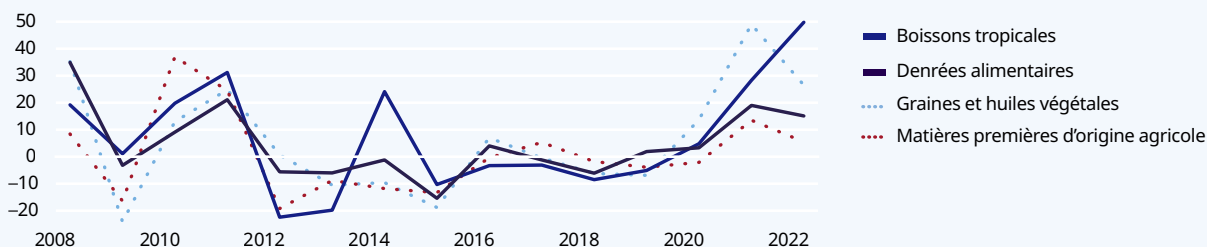
Les fluctuations des prix agricoles sont une caractéristique importante de la production agricole qui a des répercussions sur les revenus et les salaires. La section 2.3 a abordé les problèmes auxquels ont été confrontés les producteurs de cardamome en Inde pendant la pandémie, lorsque le prix offert par les intermédiaires a été divisé par plus de deux. Les prix des produits de base sont notoirement volatils, comme on peut le voir dans la figure 6.5, qui montre la variation en pourcentage des prix mondiaux des produits agricoles de base au cours des dernières années. La volatilité des prix, couplée à la saisonnalité de la production, et donc des revenus, entraîne une insécurité de revenu pour les

▶ **Figure 6.4. Taille moyenne des exploitations par groupe de revenus, en hectares**



Source: Calculs du BIT à partir de [FAOSTAT](#).

► **Figure 6.5. Prix mondiaux des produits agricoles de base, 2008-2022, variation en pourcentage par rapport à l'année précédente**



Source: CNUCED, 2022b.

producteurs agricoles. Celle-ci est ensuite répercutée sur les travailleurs salariés par le biais de pratiques telles que les systèmes de rémunération à la pièce, qui lient le paiement au niveau de la production plutôt que de garantir un revenu minimal prédéterminé. On manque de données mondiales sur le recours au travail à la pièce, mais il s'avère très répandu dans les pays pour lesquels ces données sont disponibles. Par exemple, la part des salariés payés à la pièce dans l'agriculture est d'environ 24 pour cent au Pakistan, et de 41 pour cent en Égypte.

Stabiliser les revenus grâce à des régimes d'assurance et d'indemnisation adéquats

La volatilité des revenus est un risque grave pour les travailleurs des systèmes alimentaires, notamment pour les propriétaires et les salariés d'entreprises agricoles. Une perte de revenu imprévue peut découler d'événements tels que des catastrophes naturelles ou une chute des prix des produits de base, qui peuvent aggraver les autres risques auxquels sont confrontés les travailleurs et les ménages – chômage, accident du travail et invalidité, maternité, maladie, vieillesse et perte d'un soutien de famille. En partie à cause du changement climatique, la volatilité des prix et l'occurrence des catastrophes naturelles deviennent des problèmes extrêmement urgents. Des événements extrêmes plus fréquents et plus intenses de nature diverse ont une incidence sur la variabilité du climat et devraient entraîner des risques accrus pour la production et, en fin de compte, des pertes de revenus⁶³. En outre, les variations fortes et imprévisibles des prix alimentaires peuvent limiter les possibilités d'investissement à long terme, tandis que les hausses des prix agricoles peuvent réduire la capacité des ménages à faible revenu à parvenir à la sécurité alimentaire et à satisfaire leurs autres besoins fondamentaux. Les prix ont été relativement stables entre 1990 et 2005, puis la volatilité des prix a augmenté à partir de 2005, avec des pics importants en 2006-2008 et 2010-11⁶⁴. En juin 2022, l'indice des prix alimentaires de la FAO était supérieur de 64 pour cent à son niveau d'avant la pandémie⁶⁵.

Des mécanismes peuvent servir à renforcer la capacité des travailleurs des systèmes alimentaires à faire face aux chocs et à supporter les variations de revenus qui en résultent, notamment par le biais de systèmes d'assurance et d'indemnisation contre différents types de risques. Plus précisément, l'adoption de mécanismes contre la volatilité des prix et les catastrophes naturelles semble particulièrement adaptée pour protéger les agriculteurs contre les pertes de revenus et leurs retombées sur le personnel et les activités agricoles. Le travail agricole étant à la base des systèmes alimentaires, les avantages de ces systèmes peuvent être d'une grande portée.

Les dispositifs ciblant les risques tels que la volatilité des prix et des revenus améliorent la sécurité des revenus des agriculteurs et de leurs travailleurs. Le système de paiements directs mis en place dans le cadre de la politique agricole commune (PAC) de l'Union européenne contribue à stabiliser les revenus des agriculteurs en leur offrant une forme de protection des revenus qui complète leurs recettes plus variables provenant des ventes sur le marché⁶⁶. Des mécanismes complémentaires au niveau national peuvent également aider à lisser les revenus des agriculteurs européens. En dehors de l'Europe, plusieurs pays ont pris des mesures en ce sens. Au Brésil, les

En partie à cause du changement climatique, la volatilité des prix et l'occurrence des catastrophes naturelles deviennent des problèmes extrêmement urgents.

Les systèmes d'assurance qui couvrent les risques naturels s'avèrent de plus en plus nécessaires face au changement climatique.

outils de lutte contre la volatilité des prix comprennent des prix minimaux garantis, qui couvrent un large éventail de cultures et certains produits d'élevage⁶⁷. Pour mettre en œuvre cette politique, le gouvernement brésilien offre des primes aux acheteurs qui versent aux agriculteurs ou aux programmes d'achat gouvernementaux des prix minimaux déterminés.

D'autre part, les systèmes d'assurance qui couvrent les risques naturels s'avèrent de plus en plus nécessaires face au changement climatique. En Inde, le gouvernement a introduit en 2016 le régime d'assurance-récolte Pradhan Mantri Fasal Bima Yojana (PMFBY) afin d'améliorer la couverture d'assurance des agriculteurs, reconnaissant que l'agriculture est un secteur clé pour l'économie et qu'elle est pourtant largement exposée aux catastrophes naturelles et climatiques et à d'autres risques liés aux récoltes. Le Brésil est un autre exemple de pays qui a mis en place une assurance agricole pour soutenir les agriculteurs en cas de catastrophe naturelle, notamment par le biais de programmes spécifiques couvrant les petites exploitations familiales (par exemple le Programa de Garantia da Atividade Agropecuária Mais, Garantia Safra)⁶⁸. En Europe, presque tous les pays dis-

posent d'une assurance-récolte contre des risques uniques, tels que la grêle, et nombre d'entre eux proposent également une assurance couvrant des risques multiples ou même tous les types d'événements naturels («assurance-rendement»)⁶⁹.

Néanmoins, des actions plus adaptées sont nécessaires pour encourager l'adhésion des agriculteurs à une couverture d'assurance adéquate. Par exemple, malgré la prime peu élevée pour les agriculteurs, de nombreux petits exploitants ne sont pas couverts par le PMFBY en Inde, en raison de leur manque de compréhension des produits d'assurance et de leur rôle dans l'amélioration de leur capacité de gestion des risques⁷⁰. Il n'existait pas non plus de mécanismes de sensibilisation appropriés pour entrer en contact avec ces petits exploitants agricoles. Dans ce contexte, l'organisation pour l'éducation et le développement du peuple (People's Education and Development Organization) a encouragé la formation et le soutien au niveau communautaire pour les agriculteurs exclus, en particulier les femmes⁷¹. De même, au Mexique, la Red Solidaria de Microseguros Rurales a été créée pour assurer la liaison entre les organisations communautaires et les institutions d'assurance afin de mieux sensibiliser les agriculteurs, en particulier les petits producteurs, et d'améliorer leur capacité de gestion des risques⁷². L'implication des pouvoirs publics dans la mise en place d'une assurance agricole efficace est essentielle, en particulier pour s'assurer d'une couverture face à des pertes généralisées («risques systémiques»), ou pour résoudre des problèmes en matière d'information tels que ceux qui sont liés à la mesure précise des risques et au suivi des comportements des agriculteurs par rapport aux risques⁷³.

Au-delà des régimes d'assurance, des mesures visant à prévenir l'apparition des risques devraient également être envisagées. Par exemple, il est prouvé que la volatilité des prix des produits de base, notamment des denrées alimentaires, est en partie liée à la financiarisation de ces marchés; des réformes pourraient donc être mises en œuvre pour aider à réduire les distorsions que les instruments financiers peuvent créer⁷⁴. Il peut s'agir d'une amélioration de la transparence et de l'accès à l'information concernant les marchés physiques et dérivés des produits de base, de réglementations plus strictes sur les marchés financiers (par exemple le plafonnement du volume des positions), et d'une surveillance accrue par les autorités du marché. En outre, les investissements dans des technologies adéquates pourraient également contribuer à réduire l'exposition des emplois des systèmes alimentaires aux risques. Par exemple, l'utilisation de technologies numériques, telles que la télédétection, pourrait faciliter des réactions rapides et aider à atténuer les risques agricoles⁷⁵.

Étendre la couverture sociale à tous les travailleurs des systèmes alimentaires

Outre les mécanismes de protection contre les catastrophes naturelles et la volatilité des revenus, il est nécessaire de renforcer la protection sociale des travailleurs des systèmes alimentaires. Comme le montre le chapitre 4, la plupart des salariés et des agriculteurs des systèmes alimentaires n'ont pas de protection sociale dans les pays en développement et seuls 44 pour cent des habitants des zones rurales ont accès à une forme de soins de santé, contre 78 pour cent dans les zones urbaines⁷⁶. Outre les obstacles légaux à la couverture sociale des travailleurs agricoles, le manque de protection est aggravé par les contraintes administratives, les difficultés à fournir une protection sociale aux populations dispersées dans les zones rurales et la prédominance de l'informalité dans de nombreuses parties du système alimentaire mondial. Les travailleurs du secteur agroalimentaire doivent avoir accès aux allocations de chômage, aux soins de santé universels et à l'aide au revenu afin d'être protégés contre les chocs futurs et de garantir ainsi le fonctionnement continu du système agroalimentaire⁷⁷.

Il est donc nécessaire de mettre en place des systèmes de protection sociale, y compris une combinaison de mécanismes contributifs et non contributifs, qui tiennent compte des particularités des travailleurs de ces professions. Outre les risques naturels, la saisonnalité est par exemple un facteur essentiel dans l'agriculture, ce qui entraîne des revenus irréguliers et des variations saisonnières de l'emploi pour ceux qui travaillent dans ce secteur⁷⁸. La prédominance de l'emploi indépendant et des travailleurs familiaux contribuant à l'entreprise familiale est une dimension importante à prendre en compte lors de l'élaboration de systèmes de protection sociale adéquats. Cela vaut particulièrement pour améliorer l'égalité entre les sexes, car les femmes sont plus susceptibles de travailler en tant que travailleuses familiales non rémunérées et sont donc souvent négligées dans la conception des systèmes de protection sociale. De même, les régimes juridiques de propriété foncière doivent être pris en compte, car ils peuvent générer des arrangements précaires pour les agriculteurs qui ne sont pas propriétaires de leurs terres.

Beaucoup de pays ont cherché à prendre en compte les particularités du travail agricole dans l'élaboration des programmes de protection sociale. Par exemple, la Colombie a autorisé les assurés à déclarer leurs revenus tout au long de l'année, au lieu de le faire seulement en janvier, afin de tenir compte des variations des activités économiques au cours de l'année⁷⁹. En Mongolie, le gouvernement a lancé en 2013 un guichet unique qui fournit des services de prestation pour tous les programmes de protection sociale, des conseils en matière d'emploi, ainsi que des services notariaux et bancaires. Grâce à ce guichet, les résidents peuvent accéder à des informations et bénéficier de services et de transferts par l'intermédiaire d'un point de service unique, y compris par le biais d'un guichet mobile qui fournit des services à domicile pour ceux qui ne peuvent pas se déplacer, ce qui est indispensable pour les nombreux éleveurs nomades du pays. Le dispositif a également clarifié et simplifié les processus de demande et de réclamation⁸⁰. Ces exemples montrent comment des solutions innovantes peuvent être mises en place pour étendre la couverture et l'accès à la protection sociale de manière à tenir compte des réalités du travail dans les systèmes agroalimentaires.

L'investissement dans une protection sociale bien conçue et dans des mécanismes de lutte contre la volatilité des revenus peut s'avérer très rentable, car ces dispositifs peuvent améliorer le bien-être des travailleurs des systèmes alimentaires et leur productivité. Des données indiquent que la protection sociale peut améliorer les résultats scolaires et favoriser l'innovation et les investissements dans les ménages pauvres, notamment parce que les prestations sociales contribuent à lever les contraintes de liquidité et à réduire l'aversion au risque⁸¹. En ce qui concerne plus précisément les travailleurs agricoles, un travail de recherche en partie fondé sur des études de terrain menées dans le Tamil Nadu, en Inde, a montré que les cultivateurs de canne à sucre accomplissent mieux les tâches cognitives après la récolte qu'avant, peut-être parce que les préoccupations liées à la pauvreté consomment des ressources mentales⁸². Ainsi, les régimes d'assurance et les mesures réduisant la volatilité économique dans l'agriculture présentent l'autre intérêt de laisser davantage de place aux ressources cognitives.

Investissements dans les infrastructures qui soutiennent la productivité et la durabilité des systèmes alimentaires

Les zones rurales manquent souvent d'infrastructures générales telles que les réseaux de transmission d'énergie, les routes et l'eau courante, ainsi que d'infrastructures propres aux systèmes alimentaires comme les installations d'irrigation, d'entreposage et de transformation⁸³. L'accès à ce type d'installations est important pour renforcer la résilience des agriculteurs, et l'investissement dans des systèmes alimentaires résilients se traduit par une productivité, une croissance, une création d'emplois et une sécurité alimentaire à long terme⁸⁴. Dans un contexte mondial de hausse des prix des denrées alimentaires, des carburants et des engrais, les pratiques agricoles durables pourraient être économiquement justifiées puisqu'elles réduisent la dépendance à l'égard des produits chimiques et d'autres intrants industriels. De nombreuses petites et moyennes exploitations agricoles peuvent manquer de connaissances, d'actifs et d'ampleur pour adopter des pratiques agricoles durables et, à cet égard, des ressources privées et publiques peuvent être mobilisées, également pour améliorer la capacité des services de vulgarisation agricole. En raison d'inégalités et de préjugés de genre systémiques, de nombreuses femmes participant aux systèmes alimentaires ne sont pas bien armées pour faire face aux chocs et réaliser des investissements visant à accroître la productivité agricole. Par conséquent, les programmes de sensibilisation destinés aux femmes peuvent contribuer à remédier à certaines inégalités persistantes entre les sexes.

Historiquement, les changements technologiques dans l'agriculture sont le fruit d'investissements publics dans la recherche et le développement. Bien que les tendances récentes semblent indiquer que le secteur privé joue un rôle

La protection sociale peut améliorer les résultats scolaires et favoriser l'innovation et les investissements dans les ménages pauvres.

Le secteur privé a un rôle essentiel à jouer pour que les technologies soient plus accessibles et moins coûteuses pour les agriculteurs.

de plus en plus important, les investissements privés en recherche et développement dans les pays en développement se sont principalement concentrés sur les besoins des exploitations agricoles de grande taille et à forte intensité de capital qui s'inspirent des systèmes agricoles des pays industrialisés et contribuent peu à sortir de l'insécurité alimentaire et de la pauvreté⁸⁵. Le secteur privé a donc un rôle essentiel à jouer pour que les technologies soient plus accessibles et moins coûteuses pour les agriculteurs. Quant aux pouvoirs publics, leur rôle est de combler les lacunes en matière d'information qui pourraient empêcher les agriculteurs d'accéder à des technologies adéquates. Certaines approches participatives intégrées pour la recherche agricole sont actuellement menées, et facilitent l'adoption de solutions technologiques au niveau local⁸⁶.

Les segments intermédiaires des chaînes alimentaires, tels que la transformation, l'entreposage, le transport, la vente en gros et au détail, représentent jusqu'à 40 pour cent de la production brute dans les chaînes de valeur alimentaires⁸⁷. Avec un soutien adéquat, les agriculteurs peuvent accéder à des marchés nationaux et mondiaux de plus grande valeur en se conformant à des normes plus élevées pour leurs produits,

et les petites et moyennes entreprises (PME) peuvent ajouter de la valeur au niveau local (par exemple la mouture, l'emballage), et bénéficier d'un accès plus dynamique au marché⁸⁸. Les investissements dans la modernisation des segments intermédiaires peuvent avoir des effets positifs sur la productivité. Par exemple, il a été constaté que les agriculteurs du Guatemala qui exportaient leurs récoltes affichaient en moyenne une productivité plus élevée après avoir accédé à ces marchés⁸⁹. Au Sénégal, les données montrent que les normes techniques plus strictes imposées aux exportations ont nettement augmenté les revenus ruraux et amélioré le bien-être⁹⁰. Néanmoins, certaines données indiquent également que les entreprises et les multinationales agro-industrielles peuvent récolter les bénéfices des investissements dans les chaînes alimentaires au détriment des petits exploitants et des salariés⁹¹. Par conséquent, les institutions et les politiques d'accompagnement décrites au chapitre 5 sont nécessaires pour améliorer les conditions de travail et de vie des travailleurs des systèmes alimentaires.

Un moyen important d'élargir l'accès au marché, et donc d'améliorer les revenus, consiste à investir dans des infrastructures efficaces, telles que des entrepôts frigorifiques. De nombreux produits agricoles doivent répondre à certaines normes de qualité pour être commercialisés sur les marchés d'exportation et, sans chambre froide, les agriculteurs perdraient une partie de leur récolte ou devraient vendre leurs produits au rabais, ce qui diminuerait considérablement leurs revenus⁹². La proximité d'un entrepôt frigorifique peut réduire les risques financiers liés à la culture de produits périssables et contribuer à diminuer les émissions de méthane associées aux déchets alimentaires, tandis qu'une unité de transformation locale peut contribuer à ajouter de la valeur et à créer des emplois dans les zones rurales. Au Nigéria, une entreprise sociale assure le stockage ininterrompu des produits frais entre les fermes et les marchés. Après deux ans de fonctionnement, on estime que l'entreposage frigorifique a permis à plus de 300 agriculteurs de presque doubler leur revenu mensuel, d'empêcher 5 800 tonnes de fruits et légumes de s'avarier et de créer des emplois, en particulier pour les femmes⁹³. La fourniture de sacs de stockage hermétiques dans deux districts de la République-Unie de Tanzanie a permis de réduire la proportion de ménages en situation d'insécurité alimentaire grave de 20 pour cent au cours de l'année, ce qui montre que même des investissements technologiques peu coûteux peuvent améliorer l'accès à l'alimentation⁹⁴.

En réduisant les coûts des agriculteurs et en améliorant la production, les investissements dans les infrastructures soutiennent la création d'emplois. Les routes, l'électricité, les télécommunications et d'autres investissements dans les infrastructures au sein des zones rurales augmentent la production agricole⁹⁵. Par exemple, en Afrique de l'Ouest, une augmentation de 10 pour cent de l'accès à l'électricité entraîne une croissance de 0,25 pour cent de l'emploi agricole, tandis qu'une augmentation de 10 pour cent des investissements dans les infrastructures de transport génère près de 6,3 pour cent d'emplois supplémentaires⁹⁶. En Indonésie, une amélioration d'un écart type de la qualité des routes entraîne une augmentation de près de 20 pour cent des revenus totaux du travail et une augmentation de 5 pour cent de la consommation des ménages. Des effets d'une ampleur comparable sont également constatés dans d'autres pays, tels que le Cameroun et le Népal⁹⁷. En ce qui concerne la création d'emplois pour les femmes, plusieurs études montrent que les infrastructures rurales, en particulier les transports, ont amélioré la capacité des femmes à trouver un travail rémunéré en dehors de leur foyer et de leur ferme, leur ont donné la possibilité de créer une PME et ont augmenté le nombre de femmes entrant sur le marché du travail⁹⁸. Au Nicaragua, après la construction de ponts reliant des sentiers dans diverses zones rurales, le nombre de femmes salariées a crû de près de 60 pour cent en raison de l'augmentation de leur taux d'activité⁹⁹.

6.3. Investir dans des entreprises résilientes

De nombreux biens et services clés sont fournis par le secteur privé, en particulier l'alimentation, mais aussi le commerce de détail, les transports, l'entreposage et le nettoyage. En effet, 85 pour cent des travailleurs clés sont dans le secteur privé, en tant que salariés, travailleurs à leur compte ou employeurs. Cette part varie de 97 pour cent dans les pays à faible revenu à 75 pour cent dans les pays à revenu élevé. Les entreprises privées – qu'il s'agisse de micro, petites et moyennes entreprises (MPME) ou de grandes sociétés – sont au cœur de l'activité économique dans presque tous les pays, ce qui en fait la principale source de croissance économique et d'emploi. Puisque la majorité des emplois clés se trouvent dans le secteur privé, il est indispensable, pour assurer un travail décent aux travailleurs clés, de veiller à ce que les entreprises pour lesquelles ils travaillent disposent de ressources et de capacités suffisantes, surtout en période de crise. Le renforcement des institutions et des systèmes de gouvernance ainsi que la garantie de ressources financières, physiques et humaines suffisantes aideront les entreprises à prospérer, à améliorer les conditions de travail et à contribuer à la résilience des économies et des sociétés. Compte tenu du risque croissant de crises, le secteur privé devrait également être invité à participer activement à la planification de la gestion des catastrophes par les pouvoirs publics, ainsi qu'à l'élaboration de leurs propres plans de continuité des activités ou de ceux de leurs secteurs, afin de garantir la fourniture de biens et de services clés à des niveaux acceptables pendant les catastrophes et les périodes de redressement qui s'ensuivent¹⁰⁰.

Les entreprises clés ont été confrontées à diverses difficultés pendant la pandémie de COVID-19 en raison des confinements ou d'horaires restreints, de baisses de la demande, de problèmes de personnel et de perturbations dans les chaînes d'approvisionnement. Comme le montre le chapitre 2, les effets négatifs de la crise sanitaire ont été amplifiés pour les microentreprises et les petites entreprises en raison de leurs ressources financières et humaines plus limitées, d'une infrastructure numérique plus faible ou inexistante pour se diversifier, et d'un accès limité au crédit et au soutien public en raison de l'informalité. Pour surmonter ces obstacles et améliorer les conditions de travail, il est nécessaire de soutenir les entreprises dans leur transition vers le secteur formel et d'investir dans les infrastructures et les ressources humaines afin d'améliorer l'accès aux marchés et de renforcer la croissance de la productivité. Ces investissements soutiennent les entreprises clés du secteur privé, tout en facilitant l'amélioration des conditions de travail de leurs travailleurs.

Soutenir la transition vers la formalisation

Pour créer des entreprises résilientes, il faut d'abord aider les entreprises informelles à faire leur transition vers l'économie formelle. Dans le monde, les microentreprises (définies comme des entreprises de 2 à 9 salariés) représentent 342 millions d'emplois, dont les deux tiers sont informels¹⁰¹. Beaucoup de ces entreprises fournissent des biens et des services clés, et le fait de soutenir leur transition peut donc accroître leur productivité et leur accès au marché, et donc la durabilité des services et des biens qu'elles fournissent. La procédure d'enregistrement de ces entreprises permet aussi aux pouvoirs publics d'identifier celles qui fournissent des biens et des services clés, ce qui constitue une première étape nécessaire à toute planification de la gestion des catastrophes.

La formalisation est également une condition nécessaire à une protection sociale adéquate des travailleurs¹⁰² et un bon moyen de valoriser la contribution des employeurs et travailleurs clés à la société. Soutenir les entreprises informelles dans leur transition vers l'économie formelle suppose de s'attaquer à un large éventail de difficultés qui entravent la croissance des entreprises: faible accès au crédit, accès limité ou inexistant aux marchés, manque d'accès aux marchés publics, manque d'accès aux infrastructures publiques, manque d'accès à la technologie et incapacité à se faire entendre et à être représenté. Il existe également des causes plus générales d'informalité au niveau macroéconomique, notamment des cadres réglementaires inadéquats, un manque d'incitations



Les micro et petites entreprises n'ont souvent pas d'emplacement fixe, et leur accès à l'eau, à l'électricité, à Internet et à d'autres infrastructures est donc limité.

à la formalisation, des systèmes fiscaux et de sécurité sociale sous-développés et un mauvais contrôle de l'application de la loi.

Les entreprises informelles sont particulièrement limitées en matière de crédit, pourtant nécessaire à la viabilité des entreprises, car il leur permet de mieux résister aux chocs sur la demande, les activités commerciales et le chiffre d'affaires¹⁰³. Les déficits de financement et le manque d'accès au crédit formel sont des problèmes majeurs pour les entreprises informelles et sont souvent cités par les PME comme l'un des principaux obstacles à leur croissance¹⁰⁴. C'était également l'une des principales difficultés pour les entreprises durant la pandémie de COVID-19, les PME étant particulièrement exposées au risque de faillite¹⁰⁵. En raison du manque de liquidités financières, les propriétaires d'entreprises informelles dépendent généralement de leurs propres économies ou de transferts familiaux pour maintenir le fonctionnement de leur activité¹⁰⁶. Par conséquent, les réserves pour les chocs sont maigres, au point que les confinements prolongés imposés dans de nombreux pays en raison de la pandémie ont forcé de nombreuses entreprises informelles à mettre la clé sous la porte. Au Cameroun, environ 15 pour cent des entreprises informelles ont connu une fermeture au moins temporaire, contre environ 5 pour cent des grandes entreprises formelles¹⁰⁷. Ces fermetures temporaires pouvaient facilement déboucher sur des fermetures définitives après épuisement des fonds personnels. Au Mexique, environ 12 000 entreprises informelles ont cessé définitivement leurs activités en avril et mai 2020, contre 10 000 entreprises formelles¹⁰⁸.

Un autre obstacle de taille pour les entreprises informelles est leur faible productivité, qui peut résulter de l'inégalité d'accès aux services publics, du manque de protection juridique et de respect des obligations contractuelles, ou de la difficulté à se procurer des intrants¹⁰⁹. Les micro et petites entreprises n'ont souvent pas d'emplacement fixe, et leur accès à l'eau, à l'électricité, à Internet et à d'autres infrastructures est par conséquent limité. En outre, il est plus difficile pour les entreprises informelles d'établir des relations de qualité à long terme avec les fournisseurs faute d'accords contractuels, ce qui peut constituer un obstacle à la garantie d'un approvisionnement régulier en intrants nécessaires. En conséquence, les entreprises informelles, surtout les plus petites, sont peu productives¹¹⁰. La productivité des entreprises informelles qui fournissent des biens et services clés est également susceptible d'être entravée par de mauvaises conditions de travail, qui peuvent empêcher les travailleurs de s'acquitter efficacement de leurs tâches et limiter leur niveau d'engagement.

La rationalisation des procédures fiscales, administratives et d'enregistrement est un moyen de faciliter la transition vers l'économie formelle. Les procédures de démarrage pour enregistrer une entreprise peuvent constituer un obstacle pour les MPME lorsqu'elles sont trop lourdes, les poussant d'emblée vers l'économie informelle. La rationalisation de ces procédures a progressé depuis les années 1990¹¹¹. Dans plusieurs pays, dont la Chine, le Kazakhstan et le Rwanda, les micro et petites entreprises ont été exemptées du paiement d'un certain nombre de frais administratifs dans la procédure d'enregistrement¹¹². Dans d'autres cas, des guichets uniques, qui regroupent l'enregistrement des sociétés, l'enregistrement fiscal et d'autres éléments en un seul processus, ont été mis en place dans un certain nombre de pays, dont l'Afghanistan, le Bénin, le Burundi, l'Égypte, le Guatemala, la Malaisie, Malte et le Mexique¹¹³.

Les réductions du coût de la formalisation sont plus efficaces lorsqu'elles sont associées à des politiques accommodantes, telles que des taux d'imposition plus bas, la possibilité de payer différents impôts en un seul versement, ou des incitations monétaires¹¹⁴. Par exemple, dans le système Monotributo de l'Argentine et de l'Uruguay, les pouvoirs publics ont fusionné les impôts et les cotisations sociales en un seul impôt afin de simplifier le système de paiement. Un autre exemple est la loi estonienne sur l'imposition simplifiée des revenus des entreprises, qui permet à certaines catégories de travailleurs à leur propre compte d'ouvrir un compte bancaire professionnel qui calcule automatiquement l'impôt dû et en facilite le paiement¹¹⁵. Au Brésil, les entreprises enregistrées dans le cadre du programme SIMPLES ont augmenté leurs investissements après l'enregistrement, probablement en raison d'un meilleur accès aux canaux de crédit formels¹¹⁶. De même, au Viet Nam, on a constaté que la formalisation avait augmenté la valeur ajoutée et la rentabilité, sauf pour les plus petites entreprises¹¹⁷. Ces dernières peuvent avoir de très faibles niveaux de capital et des contraintes de crédit excessivement élevées pour investir davantage et récolter les gains de la formalisation¹¹⁸. Cela souligne l'importance des politiques accommodantes pour les microentreprises informelles.

Outre le crédit, les accès aux services publics, aux infrastructures et aux relations contractuelles avec d'autres entreprises sont des avantages qui découlent de la formalisation. Au Brésil, les micro et petites entreprises nouvellement

créées qui ont choisi d'être enregistrées affichent des niveaux plus élevés de recettes, de profits et d'investissements, ce qui est considéré comme le résultat de leur choix pour un emplacement permanent¹¹⁹. En s'installant dans un lieu fixe, les entreprises formalisées sont en mesure d'utiliser les services publics, ce qui leur permet d'opérer à plus grande échelle et d'augmenter le stock de capital et l'emploi¹²⁰. Au Viet Nam, une relation positive a été constatée entre la formalisation et l'augmentation des investissements, l'amélioration de l'accès au crédit et une plus faible proportion de travailleurs occasionnels dans le secteur manufacturier¹²¹. Les entreprises augmentent leurs performances en engageant une main-d'œuvre sous contrat formel, ce qui indique que la formalisation améliore également les conditions de travail.

Renforcer les investissements dans les infrastructures, les ressources humaines et l'innovation

Comme indiqué dans les sections consacrées aux soins de santé et à l'agriculture, les investissements publics dans les infrastructures physiques sont une condition nécessaire à la croissance et à la prospérité des entreprises, ainsi qu'à leur adaptation aux chocs exogènes. Outre les investissements dans les infrastructures de transport, la connectivité à Internet permet aux entreprises de se diversifier dans le commerce électronique et d'utiliser l'argent mobile, ce qui peut avoir des effets positifs sur leur développement et leurs performances. En Éthiopie, la productivité des entreprises manufacturières a augmenté de 13 pour cent après l'installation de l'Internet rapide¹²². De même, au Rwanda, il a été constaté qu'une couverture 3G plus élevée était positivement associée à la productivité, en particulier dans le secteur des services¹²³.

Outre l'investissement public, il a été démontré que les investissements des entreprises dans leurs ressources humaines renforcent les performances des salariés et soutiennent le développement des entreprises. Par exemple, des données empiriques fondées sur des enquêtes menées auprès d'entreprises allemandes ont montré que les augmentations de salaire étaient associées à une baisse de l'absentéisme, utilisé dans l'étude comme indicateur indirect de l'effort de travail¹²⁴. Ce résultat peut s'expliquer par diverses raisons, telles qu'une «réciprocité» de la part des salariés qui perçoivent des salaires plus élevés, ou la menace de pertes relativement importantes s'ils sont licenciés par leur employeur.

En se concentrant sur les salariés situés au bas de l'échelle salariale, d'autres études ont montré comment des salaires minima plus élevés peuvent réduire l'absentéisme au sein des entreprises, en particulier pour cause de maladie. À cet égard, une étude aux États-Unis sur les travailleurs à bas salaires a constaté qu'une augmentation de 1 dollar É.-U. du salaire minimum entraînait une baisse de l'absentéisme pour cause de maladie comprise entre 19 et 32 pour cent¹²⁵. Cela s'explique notamment par les effets que des salaires minima plus élevés peuvent avoir sur la santé de ces travailleurs – comme une diminution du stress financier, une plus grande satisfaction au travail ou des revenus plus élevés qui permettent aux travailleurs d'investir dans leur santé (par exemple dans l'assurance-maladie ou l'amélioration des conditions de vie)¹²⁶. En outre, une étude récente sur un grand distributeur américain a constaté qu'une hausse de 1 dollar É.-U. des salaires des magasiniers et des employés du service à la clientèle augmentait la productivité de plus de 1 dollar, les augmentations de salaires étant également associées à une réduction de la rotation du personnel¹²⁷.

Au-delà de la rémunération, les investissements dans la formation présentent des avantages importants pour les entreprises, notamment en termes de productivité. Par exemple, une étude des données sectorielles du Royaume-Uni sur la période 1983-1996 a montré qu'une augmentation de 1 point de pourcentage de la part des salariés formés était associée à une augmentation de la valeur ajoutée par heure de 0,6 pour cent et à une augmentation du salaire horaire d'environ 0,3 pour cent¹²⁸. Une analyse plus récente fondée sur des données belges au niveau de l'entreprise a trouvé des résultats similaires en termes de croissance de la productivité, bien que la prime de productivité d'un travailleur formé soit nettement plus élevée que la prime salariale¹²⁹.

L'innovation est un autre domaine d'investissement important pour les entreprises. Les analyses des performances des entreprises manufacturières pendant la Grande Récession indiquent que celles qui avaient investi dans la R&D avant la crise ont obtenu des résultats relativement meilleurs que les autres lorsque la crise a frappé¹³⁰. Parmi les explications possibles, on peut citer la capacité des entreprises innovantes à s'adapter

Il a été démontré que les investissements des entreprises dans leurs ressources humaines renforcent les performances des salariés et soutiennent le développement des entreprises.

à des environnements extrêmement dynamiques, par exemple en proposant des produits nouveaux ou améliorés, et une plus grande capacité à tirer parti de nouvelles perspectives. En outre, des approches organisationnelles plus dynamiques et plus souples peuvent faciliter l'adaptation des entreprises aux chocs exogènes. Parmi les petites entreprises en particulier, le regroupement et la mise en réseau semblent, dans divers contextes, être positivement associés à la survie en temps de crise¹³¹. Grâce à ces stratégies, les entreprises peuvent recevoir le soutien d'autres entreprises et mieux se préparer aux crises futures.

Notes

- 1 OIT, 2020a.
- 2 OIT, 2021i.
- 3 Voir OIT, 2022f.
- 4 Réseau mondial contre les crises alimentaires, 2022.
- 5 *The Guardian*, 2020.
- 6 Normes de l'OIT sur le «volet» santé de la protection sociale (R. 69, C. 102, C. 130, R. 136, R. 202) et sur les conditions de travail du personnel de santé (R. 69, C. 149); OIT, 2020o.
- 7 OCDE, 2021a.
- 8 Save the Children, 2015.
- 9 OMS, 2020a.
- 10 Idem.
- 11 Tessier, De Wulf et Momose, 2022.
- 12 OIT, 2021m.
- 13 Idem.
- 14 Idem.
- 15 OMS, sans date c.
- 16 Sriram et Khan, 2020; OIT, 2021c.
- 17 OMS, sans date c.
- 18 OIT, sans date f.
- 19 OIT, 2021m.
- 20 OMS, 2010a.
- 21 Mills, 2014.
- 22 OMS et Banque mondiale, 2021.
- 23 OMS, 2016a.
- 24 OIT, 2017c.
- 25 OMS, 2016a.
- 26 Socha-Dietrich et Dumont, 2021.
- 27 Misau, Al-Sadat et Gerei, 2010.
- 28 OCDE, 2016.
- 29 Human Rights Watch, 2020.
- 30 OMS, 2010b.
- 31 CEA, 2020.
- 32 Thomson, Kentikelenis et Stubbs, 2017.
- 33 OMS, 2018.
- 34 Togo First, 2020.
- 35 Tessier, De Wulf et Momose, 2022.
- 36 De Henau, 2022.
- 37 Idem.
- 38 Scheil-Adlung, 2015.
- 39 OIT, 2021m.
- 40 Les services de soins non rémunérés sont pris en compte dans l'étude réalisée par De Henau (2022), puisque l'un des principaux objectifs de l'étude est de s'éloigner d'un système qui repose par défaut sur des travailleurs de soins non rémunérés.
- 41 OIT, 2020e.
- 42 OMS, sans date d.
- 43 Gouvernement de l'Australie, National Skills Commission, 2022.
- 44 Booth, 2022.
- 45 OIT, 2019f.
- 46 Idem.
- 47 Idem.
- 48 Addati, Cattaneo et Pozzan, 2022.
- 49 Idem.
- 50 De Henau, 2022.
- 51 Idem.
- 52 OMS, 2016a.
- 53 OMS, 2016b.
- 54 OCDE, 2016.
- 55 Osterman, 2020.
- 56 OIT, 2017c.
- 57 OIT, 2021m.
- 58 Save the Children, 2015.
- 59 Ambikapathi *et al.*, 2022; Marshall *et al.*, 2021; Borman *et al.*, 2022.
- 60 Banque mondiale, 2019.
- 61 Hurst, 2007.
- 62 OIT, 2018c.
- 63 Banque mondiale, 2015.
- 64 Tropea et Devuyt, 2016.
- 65 CNUCED, 2022b.
- 66 Tropea, 2016.
- 67 OCDE, 2022.
- 68 Idem.
- 69 Bielza Diaz-Caneja *et al.*, 2009.
- 70 Pancharatnam *et al.*, sans date.
- 71 Merry et Pranav, 2020.
- 72 OIT, Impact Insurance et AMUCSS, 2018; OIT, 2019a.
- 73 Mahul et Stutley, 2010.
- 74 CNUCED, 2022b.
- 75 Bahn *et al.*, 2021.
- 76 OIT et FAO, 2021.
- 77 OIT *et al.*, 2020; OIT, 2020f.
- 78 OIT et FAO, 2021.
- 79 Durán-Valverde *et al.*, 2013.
- 80 OIT, 2016a.
- 81 OCDE, 2019b.
- 82 Mani *et al.*, 2013.
- 83 OIT, 2008a; OIT, 2019d; OIT, 2022a.
- 84 FAO, 2021.
- 85 Naseem, Spielman et Omamo, 2010.
- 86 OCDE, 2020c.
- 87 Reardon, 2015.
- 88 Reardon *et al.*, 2009.
- 89 Von Braun, Hotchkiss et Immink, 1989.
- 90 Maertens et Swinnen, 2009.
- 91 FAO, 2016.
- 92 Twilley, 2022.
- 93 Makule, Dimoso et Tassou, 2022.
- 94 Brander, Bernauer et Huss, 2021.
- 95 Ikenwa, Sulaimon et Kuye, 2017; FAO, 2016.
- 96 Edeme *et al.*, 2020.
- 97 Kaiser et Barstow, 2022.
- 98 Idem.
- 99 Brooks et Donovan, 2020.
- 100 Banque mondiale, 2020.
- 101 OIT, 2019c.
- 102 OIT, 2021p.

- 103 Asare-Kyei, Barnor et de Witt, 2022.
104 Banque mondiale, sans date c.
105 OCDE, 2020d.
106 OIT, 2020g.
107 Ndouna *et al.*, 2021.
108 Davies, 2020.
109 Benjamin et Mbaye, 2012; Levy, 2008.
110 Benjamin et Mbaye, 2012.
111 Banque mondiale, sans date b.
112 Banque mondiale, sans date c.
113 Idem.
114 Duman et Zimmermann, à paraître.
115 Divald, 2021.
116 Berg, 2010.
117 Demenet, Razafindrakoto et Roubaud, 2016.
118 Idem.
119 Fajnzylber, Maloney et Montes-Rojas, 2011.
120 Idem.
121 Rand et Torm, 2012.
122 Hjort et Poulsen, 2019.
123 Caldarola *et al.*, 2022.
124 Pfeifer, 2010.
125 Du et Leigh, 2018.
126 Idem.
127 Emanuel et Harrington, 2020.
128 Dearden, Reed et Van Reenen, 2006.
129 Konings et Vanormelingen, 2015.
130 Gupta, 2020; Lome, Heggseth et Moen, 2016.
131 Miklian et Hoelscher, 2022.